



Compétition Interne FEMISE 2015: Premier tour

Programme Scientifique du FEMISE

Le programme scientifique du FEMISE est séparé en trois champs principaux :

- I. Le processus de Transition
- II. La modernisation économique et
- III. L'intégration et convergence.

Pour ce premier tour, les affiliés qui sont intéressés sont invités à soumettre leurs propositions de recherche dans le cadre du premier thème du programme sur: « **I. Le processus de transition dans les pays du Sud méditerranéen** » avant le **10 Juillet 2015**.

Les propositions pourront porter sur l'un des quatre sous-thèmes suivants:

- 1. La transition économique**
- 2. La transition politique et institutionnelle**
- 3. La transition sociale**
- 4. Le rôle de l'UE-Med dans la transition**

Le présent programme donne les orientations et directives pour les thèmes de recherche FEMISE. Ce cadre est indicatif et souhaite laisser aux chercheurs la place à des interprétations différentes ou complémentaires dans un contexte de grande liberté académique. La sélection des propositions qui seront financées est basée sur un certain nombre de critères (ex. la valeur ajoutée, la méthodologie, les implications politiques, etc.).

I. Le processus de transition dans les pays du Sud méditerranéen

Après les événements du Printemps arabe, la plupart des pays du sud de la Méditerranée se retrouvent dans une phase de transition importante sur tous les niveaux (économique, politique et social). Il est crucial pour ces économies de naviguer à travers cette transition d'une manière qui leur permettra de bâtir des économies plus modernisées.

Les précédents processus de transition dans les pays méditerranéens ont été plus lents et moins efficaces que dans d'autres régions du monde. En outre, la place occupée dans tous les classements qui caractérisent l'efficacité des institutions, l'environnement des affaires, le développement des infrastructures, le développement de l'économie de la connaissance, de la compétitivité et de l'innovation, soulignent ce retard. Il en résulte un danger réel de rester dans la « trappe des pays à revenus moyens ». Ce danger a augmenté suite aux décisions qui ont été prises dans la période récente pour maintenir les équilibres sociaux (augmentation des salaires, embauches massives d'emplois publics) qui ont accru le déséquilibre du budget de l'Etat.

On notera que quelques progrès ont été réalisés malgré un soutien financier très en retrait de celui obtenu par les pays anciennement planifiés d'Europe de l'Est et une perspective d'ancrage à l'Europe modeste et moins favorable au développement d'anticipations positives. Cependant, ce progrès reste bien en deca du potentiel des pays du Sud de la Méditerranée.

Ainsi, quatre questions liées à la transition des pays du sud de la Méditerranée pourront être adressées:

I.1. La première question concerne la transition économique

Après les soulèvements politiques en 2011, l'un des défis les plus importants pour les économies sud de la Méditerranée a été de parvenir à l'équilibre macroéconomique. Cela comprend le maintien des grands équilibres macroéconomiques, la résilience aux chocs extérieurs, l'atonie des investissements domestiques, la question de l'emploi, en particulier des jeunes et la question sur le développement soutenable. Répondre à ces questions est une condition impérative pour envisager une évolution du modèle de développement vers plus de croissance.

Plus précisément, la recherche pourrait se pencher, entre autres, sur les problématiques suivantes:

- Quel type de programme de **gestion macroéconomique** de court terme doit-on retenir pour assurer le rétablissement de l'équilibre à différents niveaux, pour mettre les économies sur la voie du développement (ceci inclut la politique fiscale et monétaire)?
- **Les flux d'investissement et de capitaux** ont été durement touchés par l'instabilité récente, quelles mesures doivent être prises à court terme pour restaurer la confiance des investisseurs étrangers?
- La capacité et **l'efficacité du système bancaire** doivent être restaurés pour encourager et canaliser l'épargne vers l'investissement productif. On pense notamment à l'insuffisante capacité du système bancaire à collecter et transformer l'épargne en investissements productifs à destination des PME et TPE, à l'absolue nécessité de réduire la taille du secteur informel, au poids des subventions, au besoin de prévoir dès maintenant une évolution des systèmes de retraite, compte tenu de la diminution du ratio actifs/retraités. Que peut-on proposer?
- Quelles mesures doivent être prises pour résoudre les **problèmes structurels**? Quels programmes de développement économique retenus à moyen terme du point de vue des orientations sectorielles, des cibles prioritaires (jeunes, monde rural etc.) et en cohérence avec la stratégie d'ensemble ?
- La recherche peut également fournir une simulation du retour à **l'équilibre des grands comptes** que sont le budget, les comptes extérieurs, les réserves, qui se sont en général sensiblement détériorés depuis 2011 avec les besoins qui pourraient être adressés à la communauté des bailleurs. Il est important également de pouvoir examiner la contribution possible d'un développement des marchés financiers au Sud.
- Dans la transition économique, les gouvernements doivent examiner les questions relatives à **la durabilité environnementale** et la gestion de l'eau pour assurer la mise en place des bases de la modernisation.

I.2. La deuxième question concerne la transition politique.

Gérer le choc politique actuel et répondre aux demandes du public n'est pas une chose simple. Pendant cette phase de transition, il est important de veiller à ce que les institutions soient adaptées pour absorber le choc et satisfaire aux exigences de court terme. Les mesures proposées incluent la transition institutionnelle, reconnue comme une étape fondamentale pour parvenir à un modèle de croissance inclusive et pour identifier les réformes structurelles actuelles et futures.

Plus précisément, la recherche est encouragée à se pencher, entre autres, sur les points suivants:

- **Comment le rôle de l'Etat** peut être plus efficace et transparent, se dotant d'outils d'évaluation systématique des politiques publiques et de lutte contre la corruption ? La littérature a montré que les défaillances des états conduisent à de mauvaises allocations de ressources qui agissent directement sur le développement, en particulier du secteur privé. Cela concerne aussi ce que l'on appelle le « crony capitalism ».

- **L'organisation des pouvoirs à un niveau plus décentralisé** : faut-il aller vers une plus forte décentralisation ou renforcer la déconcentration des décisions au niveau régional dans une phase intermédiaire ? Mais de toute façon il est clair que si les échelons régionaux n'ont pas de capacités d'incitations économiques et les infrastructures adéquates, le développement restera concentré dans les régions côtières et les métropoles urbaines et ne pourra concerner la création d'activités nouvelles dans les territoires enclavés. Aujourd'hui le taux de création d'entreprises y est extrêmement bas.

- **La transformation structurelle** est un élément essentiel dans le processus de transition. Malgré certains progrès dans ce domaine, les pays sud de la Méditerranée sont bien en dessous de leur potentiel en termes de déplacement vers des économies de marché et de libéralisation. Comment ces objectifs peuvent être réalisés au futur ? Quelles politiques devraient être adoptées et dans lesquelles les acteurs doivent être impliqués ?

- **L'environnement des affaires** et l'efficacité des opérations visant à développer les PME et les TPE. Que penser des débats actuels sur la mise en œuvre d'un « small business act » en Méditerranée ? Le Femise encouragera les recherches qui approfondissent le fonctionnement des PME à partir des grandes enquêtes entreprises, qui cherchent à isoler leurs facteurs de réussite. Il devra aussi se pencher sur la réforme des conditions de financement, en particulier sur l'évolution de la pratique bancaire. Il devra, enfin, évaluer les mesures diverses mises en place qui visent à favoriser la création d'activités. En particulier dans le domaine de l'économie sociale et solidaire, et des pépinières d'entreprises, du moyen de renforcer le lien entre les commandes publiques et ces entreprises etc.

I.3. La troisième question concerne la Transition Sociale.

Après le printemps arabe, les gouvernements des pays du sud de la Méditerranée ont subi des pressions pour répondre aux demandes sociales croissantes et immédiates de leurs populations. Cela a conduit à l'adoption de politiques sociales non systématiques. Dans ce contexte, la recherche est encouragée à se pencher, entre autres, sur les points suivants :

- Pendant la phase de transition, il est important de préparer le chemin que les gouvernements prendront pour répondre de manière plus institutionnelle aux demandes sociales. Une exigence de base serait d'améliorer l'efficacité du **système de redistribution**. Il s'agit de faire le gain net maximum en PIB et de compenser les perdants et les couches défavorisées par un système de redistribution efficace. Cela signifie un système fiscal plus efficace et équitable, des dépenses sociales, des assurances et des subventions plus ciblées, etc.

- Dans le même temps, afin de parvenir à une **croissance inclusive**, il est nécessaire de produire des opportunités grâce à des améliorations dans les systèmes **d'éducation et de formation**. Il s'agirait de mobiliser, « d'inclure », le plus possible dès l'amont toutes les couches de la population (en particulier les jeunes, les femmes, les habitants des zones rurales et des territoires enclavés) dans les processus de création de valeur. Le défi étant que les systèmes de distribution deviennent plus efficaces dans les pays méditerranéens, en même temps que la croissance y soit plus inclusive.

- **Les actions d'inclusivité visant à favoriser la participation de la jeunesse et des femmes** au dialogue social, en particulier par leur représentation dans les institutions, leur contribution au débat public au travers d'une presse libre, les incitations et les possibilités de développer des actions culturelles. Tout indique que plusieurs pays méditerranéens accusent un retard important en matière de production culturelle (et a fortiori de développement des industries dites créatives) alors que la culture est certainement un facteur d'émancipation des femmes et de la jeunesse, chose qui est explicitement réclamée par ces derniers.

- Dans cette phase de transition sociale, les défis auxquels sont confrontés les **marchés du travail**, avec des taux de chômage en hausse et des taux de participation en baisse, doivent être abordés. Des propositions concrètes devront être faites dans les travaux s'orientant dans cette direction, notamment pour ce qui concerne l'inclusion des femmes et des jeunes (par l'éducation et la formation, l'évolution du marché du travail et le développement des activités et industries culturelles), le développement de l'économie sociale et solidaire¹ et l'évolution de ses processus de financement, les dispositifs de création d'entreprises ouverts aux jeunes, les politiques d'aménagement visant le développement et l'aménagement rural etc.

I.4. La quatrième question concerne le rôle du partenariat EU-Med dans cette transition

Depuis le début des années 90 les pays méditerranéens ont fait le choix de l'ouverture internationale, en particulier en relation avec l'Europe dans une perspective d'intégration profonde. L'un des principaux objectifs de cette intégration est de fournir un soutien à la transition des partenaires du sud de la Méditerranée. Ce processus a été plus lent que prévu et l'intégration n'a pu atteindre une grande partie des bénéfices escomptés.

Ainsi, la recherche est encouragée à se pencher, entre autres, sur les points suivants:

- L'intégration UE-Med devait améliorer la situation **des échanges de biens, services et investissements directs**. Il s'agirait ici de tenter de mesurer les progrès dans les désarmements tarifaires, l'ouverture aux services, les politiques suivies pour attirer les investissements directs et les investissements de portefeuille.

- le deuxième point concerne des questions plus spécifiques relatives au **traitement de la mobilité des personnes**. Dans la région EU-Med, les flux migratoires ont pris une nouvelle dimension, en particulier suite aux instabilités politiques au Sud et le taux de migrants qualifiés qui a augmenté. Ce phénomène peut représenter un bénéfice mutuel pour les deux rives. Quels sont les impacts des transferts de fonds de migrants? Est ce que la Migration de Retour ou la migration circulaire peut représenter un compromis potentiel?

- Le troisième point, concerne les **évolutions à venir des accords de coopération** (Accord de partenariat transatlantique, ALECA, DCTFA et divers accords bilatéraux) qui ne sont pas très claires. Comment peuvent-elles aider à la transition des pays sud de la Méditerranée? Les méthodologies suivies, notamment le rôle de l'approche de l'équivalence mutuelle pour les barrières non tarifaires, la réalité des résultats des accords bilatéraux dont certains ont eu des résultats extrêmement faibles en termes de flux commerciaux sont à évaluer.

- Autre point potentiel, comment l'intégration a contribué à complexifier les échanges, **à favoriser l'innovation et à faire monter la production sur les chaînes de valeurs et à créer des emplois** (dans un contexte où plusieurs travaux, e.g. la Jordanie, ont révélé que les emplois créés par les exportations étaient moins nombreux que les emplois détruits par les importations). En outre, comment développer un système plus cohérent qui pourrait lier les échanges de biens et services, les investissements directs et les mouvements des personnes, comment les petites entreprises peuvent bénéficier de cette ouverture supplémentaire (en séparant les rôles respectifs de l'efficacité technologique et de l'efficacité technique à partir des banques de

¹ Concernant l'ESS, il conviendra de décrire des exemples et des pratiques réussis et des dispositifs d'accompagnement de projets à haut impact social et de développement, qui méritent d'être considérés et appuyés par les acteurs nationaux et internationaux. En ce qui concerne son financement, il serait utile d'élaborer sur les outils adaptés au secteur de l'ESS en Méditerranée (contrats associatifs, fonds d'amorçage associatifs, outils impact investing etc...) et qui permettraient d'agréments le financement traditionnel.

données microéconomiques dont nous disposons), de même que les territoires situés en dehors des centres urbains et des régions côtières.

- D'autres sujets pourraient inclure: l'opportunité (ou non) d'aller plus loin dans la **libéralisation des échanges agricoles, les échanges de services**, d'étendre géographiquement l'effort de désarmement tarifaire et non tarifaire à l'Amérique du Nord, à l'Asie et à l'Afrique, les conditions pour le développement des investissements directs, la question des migrations de travailleurs. Ces questions devront être traitées sur la base d'une analyse des faits passés.